



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE SAONE ET LOIRE

ARRETE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de la réglementation et de l'environnement

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
Zone Industrielle Les Bruyères
13 rue Ampère
71000 MACON

DLPE - BENV - 2016 - 33 - 3

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°08-06245 du 9 décembre 2008, une installation de tri-transit-regroupement de déchets et de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, délivré à la société GENESTIER ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°11-01478 du 13 avril 2011 actualisant la liste des rubriques de la nomenclature à laquelle est soumise l'installation ;

VU le récépissé de changement d'exploitant en date du 13 juin 2012 au profit de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2011 susvisé, qui fixe la capacité maximale autorisée au titre de la rubrique 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) à une quantité susceptible d'être présente dans l'installation de 4,3 tonnes ;

VU l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2008 susvisé, qui impose que les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur ;

VU les articles 16 à 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, qui imposent, pour les installations soumises à autorisation sous les rubriques 2714, 2718 et 2791, la réalisation d'une analyse du risque foudre, et en fonction des résultats de celle-ci, l'étude technique associée, ainsi que la mise en place des dispositifs de protection nécessaires ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 décembre 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 10 décembre 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- au moins 26,9 tonnes de déchets dangereux, principalement des batteries et des traverses de chemin de fer traitées à la créosote, sont présents sur le site ;
- l'analyse du risque foudre n'a toujours pas été réalisée, malgré l'absence constatée lors de la visite d'inspection du 10 avril 2012 et à l'engagement de l'exploitant, par courrier en date du 23 mai 2012, de la réaliser ;

Caroline SEGURA

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2011, 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2008, et 16 à 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, arrêtés susvisés ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT de respecter les dispositions des articles 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2011, 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008, et 16 à 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, exploitant un centre de transit-regroupement-tri, sise 13 rue Ampère sur la commune de Mâcon, est mise en demeure de respecter :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2011, en ramenant le volume de déchets dangereux présents dans l'installation de transit-regroupement-tri de déchets dans les limites de la capacité maximale autorisée, au titre de la rubrique 2718-1 ;

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008, en réalisant l'analyse du risque foudre, et en fonction des résultats de celle-ci, l'étude technique associée et la mise en place des dispositifs de protection nécessaires, en application des articles 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 – Exécution et copies

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le maire de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL.

Mâcon, le 22 FEV. 2016

Le préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN